Clyde PLUMAUZILLE, *Prostitution et Révolution. Les femmes publiques dans la cité républicaine (1789-1804)*

Suzanne Desan

Traducteur : Anne Hugon

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/clio/14433>

DOI : 10.4000/clio.14433

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 11 juillet 2018

ISBN : 978-2-410-00992-7

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Suzanne Desan, « Clyde PLUMAUZILLE, *Prostitution et Révolution. Les femmes publiques dans la cité républicaine (1789-1804)* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 47 | 2018, mis en ligne le 01 septembre 2018, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/clio/14433> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.14433>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Clyde PLUMAUZILLE, *Prostitution et Révolution. Les femmes publiques dans la cité républicaine (1789-1804)*

Suzanne Desan

Traduction : Anne Hugon

RÉFÉRENCE

Clyde PLUMAUZILLE, *Prostitution et Révolution. Les femmes publiques dans la cité républicaine (1789-1804)*, Paris, Champ Vallon, 2016, 400 p.

- 1 Arrêtée comme prostituée en mars 1794, Marie Anne Renaud rétorque au commissaire de police qu'elle « aimait mieux faire ce métier que de voler » (p. 65). Quelques mois plus tard, Sophie Conard se justifie en expliquant qu'elle a simplement fait « comme toutes les femmes » (p. 68). Ces termes donnent une idée des questions posées par cet ouvrage bienvenu. Clyde Plumaizille ne se contente pas de se pencher sur les expériences vécues par les prostituées durant la Révolution française ; elle montre aussi et surtout que les changements de législation et de pratiques dans le traitement de la prostitution ont posé les jalons de la gestion sociale de la sexualité vénale au XIX^e siècle. Pour ce faire, l'auteure s'appuie sur une série de sources très variées : archives de la police parisienne ; archives et débats parlementaires ; sources des hospices et prisons ; commentaires de clients ; et même quelques lettres signées par des femmes emprisonnées pour prostitution.
- 2 Clyde Plumaizille commence par faire un portrait de « la » femme publique parisienne : de jeunes femmes (généralement âgées de 15 à 25 ans), venues de l'extérieur, et précarisées par une situation économique difficile. Quelque 60% d'entre elles déclarent travailler dans les secteurs mal rémunérés du textile ou de l'habillement. Leur recours à la prostitution est une stratégie de survie, inévitable et, en principe, temporaire – une « étape permettant de passer à autre chose » (p. 58).

Lorsqu'on les interroge, comme les femmes citées ci-dessus, elles donnent à voir une économie morale de la prostitution, légitimant la pratique au nom de leur droit à la subsistance. L'auteure établit une cartographie de leurs pratiques : les zones proches du Palais Royal, la place de Grève, la place Maubert... Dans certains lieux, comme les théâtres, les cafés, les arcades, ces femmes et leurs clients contribuent à l'éclosion d'une culture sexuelle dissidente des rues de Paris, où se mêlent dans l'espace public jeunesse, mobilité et parfum de scandale. La Révolution réinvestit l'espace public avec enthousiasme, tout en poussant au mouvement les acteurs sociaux, notamment les jeunes soldats qui constituent une importante proportion de la clientèle. Le chapitre trois dépeint très bien cette sociabilité indisciplinée, tout en décrivant les réseaux de petits proxénètes : logeurs, limonadiers, marchands de vin, et boutiquiers qui soutiennent les prostituées. À ce titre, la Révolution permet une démocratisation du commerce du sexe. L'influente maquerele de l'Ancien Régime, à la tête d'un imposant bordel, s'efface quelque peu devant ces femmes publiques qui souvent amènent leurs clients dans un modeste local loué. Clyde Plumauzille décode leurs gestes, leur façon de marcher, leurs moyens de séduction, destinés à attirer l'attention de leur clientèle. En faisant étalage de leur corps et en occupant l'espace public, elles remettent en cause, non sans audace, les deux modèles émergents de la conjugalité et de la maternité républicaines. L'auteure évoque souvent cette résistance, sans toutefois préciser s'il s'agit à ses yeux d'un défi jeté consciemment ou involontairement aux idéaux républicains. Quoi qu'il en soit, son travail contribue à enrichir et à élargir l'historiographie de la domesticité et de la conjugalité.

- 3 La deuxième partie de l'ouvrage se penche sur la question du contrôle, de la loi et de la réglementation. Sur ce plan, le paradoxe règne : en 1791, l'Assemblée nationale décriminalise la prostitution en ne l'incluant pas dans le Code pénal. Mais la culture dominante continue à stigmatiser la sexualité tarifée et la police à arrêter les femmes publiques. Deux règlements administratifs jouent un rôle crucial dans l'invention de nouveaux moyens de contrôler la prostitution, non pas en soi mais en tant que violation de l'ordre public moral. En 1793, la Commune de Paris publie un décret contre les « femmes de mauvaise vie » ; et le Directoire crée un Bureau central de police du canton chargé de surveiller la moralité publique. Ces étapes « sont essentielles pour comprendre la mise en place du système réglementaire de la prostitution et l'invention au XIX^e siècle d'une nouvelle catégorie de délinquant, la "fille soumise", pour désigner les filles publiques enregistrées à la Préfecture et soumises à sa surveillance » (p. 170).
- 4 Ce nouveau système réglementaire naît de la culture politique révolutionnaire et des pratiques ordinaires de la police. En l'an II (1793-94), la moralité devient une question politique : les Jacobins associent sexualité dissolue et corruption politique. Les prostituées, désormais associées au libertinage d'Ancien Régime, sont parfois perçues comme les ennemies de la nation. Dans ce contexte de moralisme politique, les arrestations par la police se multiplient et de plus en plus de prostituées sont envoyées à la Salpêtrière pour y subir un examen médical – un premier pas dans la médicalisation de la prostitution. Les efforts destinés à réprimer la prostitution sont liés à d'autres éléments constitutifs de la Révolution : ainsi, la répression des femmes qui prennent une part active à la sphère publique (qu'il s'agisse des contre-révolutionnaires ou des femmes radicales comme les Citoyennes républicaines révolutionnaires). Elles sont à la fois sexualisées et dénoncées pour leurs activités publiques, qui feraient d'elles des femmes publiques. On regrette un peu que l'auteure n'ait pas poussé davantage la réflexion (en conclusion, par exemple, dans un cadre

global et comparatiste) sur ce qu'elle apporte à l'histoire des femmes et de la sexualité en Révolution. Néanmoins, elle montre bien comment les débats sur la sexualité des femmes et sur leur participation au politique ont été instrumentalisés.

- 5 Clyde Plumauzille lie également le contrôle de la prostitution à des dynamiques genrées concernant la classe, la moralité et le voisinage. Sous le Directoire, le Bureau de la police développe de nouveaux moyens de surveillance et tend à imputer de plus en plus les agressions sexuelles aux femmes du peuple. Cette inflexion est en partie inspirée par les craintes et les plaintes d'« honnêtes citoyens », généralement des hommes, le plus souvent marchands et artisans, qui se voient en protecteurs du voisinage, chargés de lutter contre le vagabondage sexuel et l'immoralité de la racaille. Aux yeux de la police comme des « honnêtes citoyens », ce sont les femmes qui, plus que les hommes, attendent aux « bonnes mœurs ». Dans une logique naturalisante amenée à se développer au XIX^e siècle, ils attribuent la plupart des délits sociaux et politiques aux hommes, et la plupart des délits sexuels aux femmes. C'est la même logique qui explique le nombre croissant de documents de police relatifs aux femmes du peuple soupçonnées de prostitution. Dans ce nouveau contexte de contrôle, où se mêlent des critères de classe et de genre, le « grand enfermement » des vagabonds de l'Ancien Régime tourne au « grand enregistrement » des femmes publiques. La police invente des catégories appelées à durer des décennies, comme celle de « vénérienne » ou de « récidiviste ».
- 6 Dans la dernière partie de son livre, Clyde Plumauzille se penche sur la contre-attaque des femmes face à leur stigmatisation comme prostituées. Elle analyse pour ce faire une source précieuse qu'elle a découverte : des lettres de la période post-Thermidor, rédigées par des femmes incarcérées durant la Terreur pour soupçon de prostitution. S'il n'est pas surprenant qu'elles invoquent leurs souffrances et leur pauvreté, elles puisent également dans le discours officiel, voire juridique, demandant justice en tant que citoyennes jouissant de « droits à la cité ». Certes, la Révolution ne leur accorde pas l'intégralité des droits politiques ; mais elle leur permet d'en appeler à l'État en tant que citoyennes « diminuées ». Comme le dit l'auteure, « La catégorisation policière de la prostitution ne se substitue jamais complètement à la catégorisation républicaine de "citoyennes" » (p. 371). Cette analyse souligne l'impact complexe de la Révolution et permet à Clyde Plumauzille d'apporter sa pierre à la théorisation de la citoyenneté, qu'elle reformule à travers une échelle graduelle d'accès à l'État et non plus simplement d'accès aux droits politiques. En outre, elle atteint bien l'un de ses principaux objectifs : donner à voir ces femmes comme sujets et non comme victimes. En articulant de façon stimulante de nombreux niveaux d'analyse, cet ouvrage constitue une importante contribution à l'histoire du genre, de la sexualité et de la Révolution française.

AUTEURS

SUZANNE DESAN

Université du Wisconsin-Madison